Le Centre de recherche sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques (CRESAT, EA 3436), de l’Université de Haute-Alsace (UHA), et le laboratoire de Recherche sur les choix industriels, technologiques et scientifiques (RECITS, EA 3897), de l’Université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), organisent chaque année depuis 2007 les Journées d’histoire industrielle qui se déroulent sur les deux sites de Mulhouse et de Sevenans (près de Belfort).

Veuillez trouver ci-joint un appel à communications pour les 6èmes Journées d’histoire industrielle des **23 et 24 octobre 2014** consacrées au thème de **la transition énergétique.**

Merci d’envoyer vos propositions et celles de vos doctorants, accompagnées de quelques éléments biographiques si nécessaire, sous forme d’un résumé d’une demie page d’ici le 20juin 2014 à nicolas.stoskopf@uha.fr et/ou pierre.lamard@utbm.fr

Les actes seront publiés dans la collection « Histoire industrielle et société », dirigée par Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf aux Éditions Picard.

**Les journées d’histoire industrielle**

**(Belfort - Mulhouse)**

**Conseil scientifique** : Jean-Claude Daumas (Université de Franche-Comté), Michel Hau (Université de Strasbourg), Pierre Lamard (Université de Technologie de Belfort-Montbéliard), Nicolas Stoskopf (Université de Haute-Alsace), Laurent Tissot (Université de Neuchâtel).

**Histoire et transition énergétique**

Aujourd’hui face à l’accroissement de la population mondiale, et compte tenu de l’émergence de nouvelles puissances économiques comme du poids des paramètres géopolitiques, la question énergétique s’invite dans de nombreux débats au point d’ériger l’énergie comme un des enjeux majeurs et le défi planétaire du XXIe siècle ! Au-delà des grands accords de principe à l’échelle du globe (Rio, Kyoto…), la transition énergétique s’inscrit au cœur des politiques publiques nationales en particulier environnementales déclinées également à l’échelle des territoires. Toutes ces questions (société décarbonée, énergie durable, captage de CO2, …) suscitent au gré des prises de position souvent tranchées, des controverses sociotechniques ou scientifico-politiques d’ampleur, au nom du risque ou du principe de précaution. La moindre mesure mise en œuvre, fait l’objet de très larges échos médiatiques, comme si les interrogations soulevées apparaissaient dans l’instantané d’une contemporanéité agitée. Certes les consommations d’énergie de tous ordres ont été multipliées par douze en un siècle, mais les phases de mutation liée à l’émergence de nouvelles énergies ne sont-elles pas récurrentes depuis le XVIIIe siècle, au sein même d’une temporalité marquée par le développement d’une société qualifiée de thermo-industrielle par Alain Gras (*Le choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Fayard, 2007)

En effet, différentes formes d’énergie (charbon, électricité, pétrole, nucléaire) se sont successivement imposées incitant au développement de leur propre technologique, sans pour autant évincer les énergies renouvelables ou celles déjà en place. Mais, elles ont généré des ascendances, engageant les puissances industrielles sur des trajectoires techniques marquées par de fortes inflexions d’usages et de pratiques publiques établies ou expérimentales. Pour autant, certains choix énergétiques se sont heurtés à des impasses, à des verrous technologiques, à des réticences de tous ordres voire à des défiances qu’elles soient scientifiques ou sociétales. Afin de prévenir de telles conséquences aujourd’hui, les préoccupations des grands programmes de recherche ou des réflexions prospectives s’inscrivent dans des approches interdisciplinaires légitimant l’apport des sciences humaines et sociales (SHS) pour mieux comprendre des métamorphoses de nos sociétés.

Les sciences historiques ambitionnent d’apporter certaines clefs de lecture sur ces périodes d’émergence, de rupture, de blocage et de développement de nouveaux paramètres énergétiques. Il s’agit de ne pas tout à fait laisser le champ libre à une sociologie ou une anthropologie de l’énergie, que les sciences de l’ingénieur convoquent régulièrement pour débattre de la question de l’acceptabilité sociale ou de celle des nouveaux usages. Ces VIèmes journées d’histoire industrielle (JHI) ont donc pour ambition aux côtés des autres disciplines de SHS et des Sciences de l’ingénieur de débattre de préoccupations contemporaines et prégnantes. Au-delà des acquis des différents champs disciplinaires et à la lumière d’expériences passées ou en cours, il faut s’interroger à partir de trois approches distinctes :

* **Rôle des institutions et des acteurs**

Ces phases de balbutiements ne restent-elles révélatrices, à l’aune de la dialectique public/privé, des difficultés du changement (lourdeur des héritages, postures attentistes, intérêt des inerties…) ? Quel est le rôle du poids politique dans certaines orientations stratégiques ou dans les modalités du déploiement technique concernant le domaine de l’énergie (ex : la voiture électrique ou toute autre question de mobilité liée aux transports) ? Quels sont les arcanes du processus décisionnel comme des facteurs d’influence ? *A contrario*, quel est le rôle de l’entreprise et l’identité de ses acteurs décisionnels dans le changement comme dans la résistance à celui-ci ?

* **Réceptivité sociale et imaginaire technique**

Le degré de « réceptivité sociale » n’est-il pas lié aux contraintes imposées (ex : la fiscalité) tout comme à l’imaginaire citoyen ? Les formes de perception, de projection dans un avenir proche sont-elles inféodées à des modes de communication aliénants, jouant sur le registre des peurs pour les uns, des certitudes scientifiques pour les autres ? Les clichés ne sont-ils pas savamment entretenus, rendant les jugements amnésiques au profit d’une *doxa* ambiante ? Quel rôle jouent les réseaux et quel est le degré d’efficience des formes de lobbying au service d’une cause ? Il s’agit de s’interroger aussi sur des formes de comportement susceptibles d’impulser, d’infléchir voire de rendre inopérants des solutions en émergence. Là encore, historiens, sociologues, économistes peuvent, par des études de cas (ex : la question du nucléaire dès les années 1930), apporter certains éléments de réponse.

* **L’entreprise face au défi énergétique**

Si l’industrie semble aujourd’hui soumise à des contraintes énergétiques fortes, cette problématique n’est-elle pas née avec la révolution industrielle elle-même ? L’entreprise n’est-elle pas dans la recherche permanente d’une indépendance énergétique ? Dans leur quête du machinisme, L’hydraulique, la vapeur, l’électricité, le pétrole, ont tour à tour été des domaines de vives préoccupations pour les entreprises. La responsabilité sociale et environnementale endossée par l’activité industrielle est-elle réellement un phénomène contemporain ? Quels en sont les leviers d’action et comment les entreprises en jouent-elles dans leur stratégie de développement ? Et au-delà, se pose la question des filières technologiques. Comment les dépasser, les biaiser, les réinterpréter en fonction des nouvelles donnes ?